

LETTRE DE MARS 2023

SOMMAIRE



ÉDITORIAL



L'Europe en Gironde et dans le Sud-Ouest



Rubrique Arguments/Ripostes



L'Europe en France et à l'international



Tribunes, Lectures et Sites recommandés



Nos Partenaires en Gironde



Rejoignez le Mouvement Européen



L'UE appelle à la mobilisation pour l'Ukraine

A l'initiative du MEF, plusieurs associations ont co-signé l'appel ci-dessous en faveur d'une mobilisation pour l'Ukraine:

Nous, Citoyens et acteurs de la société civile en France poursuivons notre engagement pour venir en aide aux Ukrainiens

Depuis un an, depuis le 24 février 2022, l'armée russe bombarde, massacre et détruit en Ukraine. Depuis un an, les Européens s'engagent, se coordonnent et témoignent de leur soutien fort pour venir en aide aux Ukrainiens. Partout en France et en Europe, des initiatives ont vu le jour pour récolter des dons, des vêtements, des biens de première nécessité, du matériel médical et des produits alimentaires non périssables. L'accueil des réfugiés ukrainiens à travers l'hébergement, la prise en charge des personnes, la scolarisation, des cours de langue, le soutien psychologique à ceux qui fuient la guerre, a été organisé à grande échelle partout sur le territoire français.

Les Européens font preuve d'une grande solidarité envers le peuple ukrainien !

A l'approche de ce sinistre anniversaire, Français comme Européens demeurent favorables à toutes les mesures prises par les institutions et les Etats membres en ce

sens. Un Eurobaromètre publié il y a quelques semaines confirme que les Européens restent très majoritairement favorables aux mesures prises pour répondre à l'invasion russe, tant concernant l'aide humanitaire (88%), l'accueil des réfugiés fuyant le conflit (82%), le soutien financier à l'Ukraine (70%) ou les livraisons d'armes (59%) que concernant les sanctions économiques contre la Russie (71%) et la réduction de la dépendance aux énergies fossiles russes (82%). Ces chiffres ne sont pas différents pour les Français. Ce soutien s'exprime sans discontinuité depuis près d'un an.

Un an après le début du conflit, n'oublions pas et poursuivons notre mobilisation. Alors que les combats en Ukraine ne faiblissent pas et que de nouvelles attaques pourraient être ravageuses, nous appelons à ne pas oublier ou banaliser cette guerre et proclamons notre soutien plein et entier au peuple ukrainien, notre attachement à sa liberté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans le respect du droit international. Nous voulons rappeler notre volonté de mettre fin à cette guerre et de construire une paix durable, qui est la raison d'être du projet européen. Rassemblons-nous pour soutenir une nouvelle fois le peuple ukrainien ! Mobilisons-nous pour faire preuve de notre solidarité avec les Ukrainiens, réaffirmer les valeurs qui nous unissent et appeler à la paix sur notre continent !



L'Europe en Gironde et dans le Grand Sud-Ouest

LES JEUNES EUROPÉENS DE BORDEAUX S'ENGAGENT DANS LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Lundi 23 janvier, une délégation des Jeunes Européens Bordeaux s'est rendue à l'Hôtel de ville de Bordeaux, afin d'assister et participer à une table ronde organisée par l'association SOS racisme dans le cadre de leur campagne « Salam, Shalom, Salut ». Ce programme, mis en place il y a quatre ans, mobilise des jeunes issus de différentes confessions religieuses lors d'un tour de France d'une année au cours duquel ils organisent des tables rondes et prennent la parole sur leur propre expérience vis-à-vis du racisme et des discriminations qui peuvent en résulter. L'objectif final de « Salam Shalom Salut » est de proposer des discussions sur les relations entretenues entre les personnes de confession musulmane, juive, et chrétienne, en France, mais aussi de promouvoir la tolérance et le respect des libertés individuelles.

Durant la soirée du 23 janvier, la délégation a pu tout d'abord écouter les témoignages des jeunes de la délégation « Salam Shalom Salut », qui sillonnent la France afin de promouvoir leur programme. Les participants à la réunion ont ensuite été invités à témoigner à tour de rôle, de leur expérience personnelle avec le racisme, comme des discriminations liées à leur couleur de peau ou leur confession religieuse.

La section bordelaise avait, en prévision, réalisé un plaidoyer de lutte contre les discriminations au sein des pays signataires de la Convention Européenne des droits de l'Homme. La table ronde du 23 janvier a donc été un bon moyen pour la section bordelaise des JE, d'avoir un aperçu du vécu des citoyens français à propos des discriminations. In fine, le dialogue citoyen du 23 janvier a été constructif pour les Jeunes Européens de Bordeaux pour établir un lien avec l'association SOS racisme, mais également voir comment nous pourrions agir afin de promouvoir les libertés fondamentales des citoyens français.

Agathe Vantard – Vice-présidente Jeunes Européens de Bordeaux, et co-responsable du pôle EPJ

LA CAMPAGNE D'ADHÉSION 2023 DU MEF33 EST LANCÉE !

En ce début d'année, nous nous permettons de rappeler à nos lecteurs que notre campagne d'adhésion 2023 est ouverte. Sans votre soutien, nos moyens d'action sont limités. Pour rappel, le barème de nos cotisations tient compte de l'âge et de la situation financière de chacun. Le montant de la cotisation ne doit pas être un frein à votre adhésion!

Si vous n'avez pas déjà régalé votre cotisation 2023, nous vous invitons à le faire, de préférence en ligne ([cliquer ici](#)). Si vous préférez régler par chèque établissez-le à l'ordre de Mouvement Européen France et adressez-le à : Trésorier MEF33, 153 rue David Johnston, 33000 Bordeaux.

Nous vous remercions d'avance.

ÉCOUTEZ-NOUS sur RCF 88,9 FM

(partenariat RCF, MEF33, et autres associations de Gironde)

LES RENCONTRES EUROPÉENNES DE BORDEAUX: L'EUROPE POUR LES CITOYENS!

La dernière émission de RCF a été consacrée aux secondes « Rencontres européennes de Bordeaux », organisées du 30 janvier au 3 février par l'association étudiante pro-européenne EUROFEEL en partenariat avec la ville et la Métropole de Bordeaux et l'Institut d'Etudes Politiques. L'objectif était de promouvoir l'Europe au cours d'une semaine riche en événements : conférences, tables rondes, exposition photos sur les villes jumelles Riga et Cracovie et même un concert comportant un tour musical d'Europe !

[Cliquer ici pour écouter les dernières émissions](#)



Rubrique Arguments/Ripostes

Cette rubrique propose des réponses aux critiques et fausses informations diffusées sur des sujets liés à l'UE

Que fait l'UE face aux répercussions économiques de la guerre en Ukraine? *par François Adoue, Président du MEF33*

L'Europe est confrontée à une crise économique sans précédent suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les conséquences de cette invasion sont nombreuses et affectent l'ensemble de l'Union européenne. Face à cette situation, l'UE a mis en place des mesures pour contrer la crise économique et soutenir les pays membres.

Il s'agit tout d'abord de mesures de soutien financier pour aider les pays membres à faire face à la crise. Des fonds ont été alloués pour soutenir les secteurs les plus touchés, tels que l'agriculture, l'industrie et les services. Ces fonds ont été utilisés pour soutenir les entreprises et les ménages, ainsi que pour soutenir les secteurs les plus vulnérables. De plus, l'UE a pris des mesures pour soutenir la croissance économique, l'investissement et la création d'emplois, ainsi que les entreprises et les ménages. Des fonds ont également été alloués pour soutenir les secteurs les plus touchés par la crise, tels que l'agriculture, l'industrie et les services.

Enfin, l'UE a pris des dispositions pour soutenir la stabilité financière et économique des pays membres, notamment en renforçant leurs systèmes bancaires et en soutenant leurs marchés financiers.

En résumé, l'Union européenne a mis en place des mesures pour contrer la crise économique et soutenir les pays membres. Ces mesures visent à soutenir la croissance économique et l'emploi, à soutenir les secteurs les plus touchés par la crise et à soutenir la stabilité financière et économique des pays membres. Ces mesures sont essentielles pour aider l'Europe à surmonter la crise et à retrouver la prospérité.



L'Europe en France et à l'International

UN AN APRÈS L'INVASION DE L'UKRAINE, QUEL BILAN POUR L'UE ?

Un an après le lancement de l'invasion russe en Ukraine, quel bilan tirer pour l'UE ? La guerre aura rudement mis à l'épreuve les valeurs de l'UE, sa cohésion et son économie. Les États membres auront pour l'essentiel maintenu un front uni pour condamner la Russie, lui imposer des sanctions (un 10ème train venant d'être décidé) et même livrer des armes à l'Ukraine. Seule la Hongrie, et plus récemment la Bulgarie, ont exprimé des réticences à cet égard, sans jusqu'à présent bloquer les décisions. L'ensemble de l'aide apportée à l'Ukraine et à sa population par l'UE et ses États membres s'élève à ce jour à plus de 67 milliards d'euros, dont près de 12 milliards d'euros de soutien militaire. Environ 8 millions de réfugiés ukrainiens ont été accueillis par les États membres de l'UE. Sur le plan économique, l'UE semble résister mieux qu'anticipé aux conséquences de la guerre: une récession a été évitée au 4ème trimestre 2022, et la zone euro a connu une croissance de 3,5% en 2022, plus que les USA ou la Chine. Mais la guerre a conduit à une remise en cause en profondeur du positionnement de l'UE dans le monde, avec la recherche d'une plus grande souveraineté, que ce soit sur les plans de la défense, de l'approvisionnement en énergie ou de l'économie.

Le Conseil européen des 9-10 février a de nouveau résolu de condamner les actions de la Russie et affirmé son soutien inébranlable à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi qu'à son droit naturel de légitime défense. Par ailleurs, les dirigeants de l'UE ont encouragé l'Ukraine à respecter les conditions énoncées dans l'avis

de la Commission sur sa demande d'adhésion afin de progresser vers une future adhésion à l'UE.

PRÉSIDENTE SUÉDOISE : QUELLES PRIORITÉS POUR L'EUROPE ?

La Suède a pris la tête de la présidence du Conseil de l'Union européenne au 1er janvier 2023 pour 6 mois.

Elle accordera la priorité à la poursuite du soutien économique et militaire à l'Ukraine ainsi qu'au soutien de la voie de l'Ukraine vers l'Union européenne. Afin de renforcer la sécurité de notre continent, la présidence suédoise a souligné la collaboration étroite que nous avons avec nos partenaires et le besoin de renforcer notre défense européenne. On ne peut que se féliciter du regain d'intérêt pour la question de la défense des États européens.

La question politique des conséquences économiques sur le marché intérieur de l'Union européenne donne également l'occasion à la Suède d'être rassurante et veut tendre vers une stimulation croissante des entreprises européennes.

La présidence suédoise poursuivra les travaux visant à faire face aux prix élevés et instables de l'énergie tout en abordant les réformes à long terme du marché de l'énergie. Conscient des fortes dépendances énergétiques des pays européens vis-à-vis de la Russie et d'autres territoires (Organisation des pays exportateurs de pétrole par exemple), l'UE doit devenir plus indépendante et remplir ses engagements en rapport avec le Green Deal et la neutralité carbone.

Le maintien de l'État de droit et des droits fondamentaux (Articles 2 et 6 du Traité sur l'Union européenne) est un élément essentiel de la présidence suédoise. Pourtant de nombreuses violations de l'État de droit sont apparues depuis quelques années dans certains pays européens notamment en Autriche, Hongrie, Pologne, Portugal. Ces « crises de l'État de droit » sont souvent de nature systémique. Les exemples ne manquent pas d'alimenter les questionnements sur l'amélioration de la défense de l'État de droit par l'Union.

Corentin Vinsonneau – Président des Jeunes européens – Bordeaux et responsable de la Commission politique des jeunes européens – France

LE PLAN EUROPÉEN DE SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE : UNE RÉPONSE À L'IRA AMÉRICAIN ?

La bataille industrielle s'accélère sur le Vieux continent. Face à la nouvelle réalité géopolitique, les dirigeants européens cherchent des solutions pour assurer la compétitivité à long terme de l'industrie européenne. Il faut en effet éviter un détournement de l'investissement européen vers les États-Unis, sans susciter une course aux subventions entre États membres qui fragiliserait les règles de concurrence équitable sur lesquelles est bâti le marché unique. La loi américaine sur la réduction de l'inflation (IRA), d'un montant de 369 milliards de dollars, a suscité des inquiétudes en Europe puisqu'elle incitait les entreprises européennes de technologies propres à délocaliser leur production outre-Atlantique.

Le nouveau « plan industriel du pacte vert » présenté par la Commission le 1er février 2023 se veut une réponse à l'IRA. L'objectif est de renforcer la compétitivité du marché européen face au regain de protectionnisme économique des grandes puissances mondiales, de la Chine aux États-Unis, en passant par l'Inde ou le Royaume-Uni. Il vise à accélérer la transformation industrielle de l'UE en augmentant massivement le développement technologique, la fabrication et l'installation de produits et de modes d'approvisionnement énergétique à zéro émission nette au cours de la prochaine décennie (batteries, éoliennes, pompes à chaleur, solaire, électrolyseurs, captage et stockage du carbone...). Et ce grâce à une simplification de la réglementation européenne pour les technologies propres : environnement réglementaire prévisible et simple, accès rapide aux financements, renforcement des compétences et chaînes d'approvisionnement résilientes.

Lors du Conseil européen des 9-10 février, les dirigeants européens ont exprimé leur soutien au Plan industriel du Pacte vert de la Commission, tout en demandant à l'exécutif européen d'en préciser les modalités, avant de nouvelles discussions en mars.

En savoir plus [ici](#).

VERS UNE REFORME DU MARCHÉ EUROPÉEN DE L'ÉLECTRICITÉ

L'article 194 du Traité de Lisbonne, tout en soulignant la responsabilité commune de veiller au bon fonctionnement du marché européen de l'énergie, réserve à chaque pays membre de l'Union la prérogative de déterminer son propre mix énergétique. Michel Derdevet, Président de Confrontations Europe et Jan-Horst Keppler, Professeur d'économie à l'Université Paris-Dauphine, argumentent dans leur [article](#) que la nature « biface » de cette compétence ne doit pas être vue comme une limitation intrinsèque de la dimension européenne de la politique énergétique ou une contrainte de l'autonomie des choix nationaux. Au contraire, la diversité des sources d'approvisionnement et des mix électriques, articulée à la circulation libre des biens et à des capacités conséquentes d'interconnexions, serait plutôt source d'une complémentarité utile entre les États et constituerait donc une force commune, aussi et surtout en temps de crise. Il n'en reste pas moins nécessaire selon eux de réformer le marché européen de l'électricité pour inciter à la construction de nouvelles capacités permettant l'approvisionnement français et européen en électricité décarbonée, une électrification accrue et un net zéro émission à venir.

De fait, la Commission européenne a lancé le 23 janvier une consultation publique sur la réforme de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union européenne. Une réforme lui semble nécessaire pour mieux protéger les ménages et les entreprises contre les prix élevés de l'énergie, accroître la résilience et accélérer la transition prévue dans le [Pacte vert pour l'Europe](#) et le plan [REPowerEU](#).

Une proposition est prévue pour le premier trimestre 2023. Malheureusement ni le principe, ni le calendrier de la réforme ne font consensus au sein des États membres, notamment entre la France et l'Allemagne.
En savoir plus [ici](#).

POLLINISATEURS, INSECTICIDES ET AUTRES NÉONICOTINOÏDES...

Constatant le déclin continu de l'abondance et de la diversité des pollinisateurs au cours des dernières décennies, ainsi que les lacunes des politiques européennes en place pour y faire face, la Commission européenne a présenté le 24 janvier un nouveau « Pacte pour les pollinisateurs ». Outre des initiatives de conservation et de restauration de l'habitat des espèces concernées, le Pacte prévoit un dispositif renforcé d'autorisation des mises sur le marché de pesticides et la Commission s'engage à interdire les autorisations d'urgence accordées par les États membres quand elles ne sont pas justifiées.

A noter que, suite à un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 19 janvier, le Ministre français de l'Agriculture Marc Fesneau a annoncé le 23 janvier que les insecticides néonicotinoïdes « tueurs d'abeille » ne seraient pas réautorisés en France, sur les semences de betterave, pour l'année en cours, contrairement à l'intention annoncée peu avant d'accorder aux betteraviers une troisième année de dérogation. La Cour avait jugé que « les États membres ne peuvent déroger aux interdictions » dans le cas des semences traitées aux néonicotinoïdes – substances théoriquement interdites dans l'Union européenne (UE) depuis 2018, pour les dégâts qu'elles entraînent sur les abeilles, les pollinisateurs, et la biodiversité en général. En savoir plus [ici](#).

Par ailleurs - alors que la question du traitement plus ou moins favorable des agriculteurs français en matière de pesticides, par rapport à leurs concurrents européens, se profile dans le débat public en France - les négociations entre Ministres de l'Agriculture sur la proposition de la Commission visant à réduire de moitié l'utilisation des pesticides d'ici 2030 (Règlement SUR) semblent piétiner...



Actualités

« Les femmes de pouvoir », 8 mars à 19h à la MEBA (1 place Jean Jaurès, 33000 Bordeaux)

Dans le cadre de la journée internationale de la femme, en partenariat avec l'Union européenne féminine, la Maison de l'Europe de Bordeaux accueillera le 8 mars à 19h, Olivier Brunet, conférencier de la Team Europe et administrateur de la Maison de l'Europe de Nantes. Un pot de l'amitié aux couleurs italiennes suivra la conférence. Une inscription est vivement conseillée (gw.lamarque@europe-bordeaux.eu).

Grand Quizz européen des JE le 9 mars à 19h (Maison de l'Europe)

L'association des Jeunes Européens Bordeaux a l'honneur de vous inviter à son Grand Quizz européen qui aura lieu le 9 mars à 19h00 à la MEBA, 1 place Jean Jaurès 33000 Bordeaux.

Prix européens de la MEBA/Appel à candidatures

Comme chaque année, la Maison de l'Europe de Bordeaux décernera au mois de mai prochain plusieurs prix européens, qui ont pour objectif de valoriser l'engagement d'actrices et d'acteurs locaux en faveur de l'Europe. Cette année, la MEBA a opté pour les catégories suivantes :

- Prix de l'initiative européenne
- Prix du citoyen /de la citoyenne européen(ne)
- Prix de l'association européenne
- Prix de la collectivité européenne
- Prix de l'établissement scolaire européen (traditionnellement en partenariat avec la DAREIC)

Ces prix sont ouverts à toutes et tous. D'éventuelles candidatures sont invitées à se manifester, afin que le conseil d'administration de la MEBA puisse désigner les futurs lauréats (gw.lamarque@europe-bordeaux.eu).

Les propositions sont attendues avant le 31 mars 2023.



Nos partenaires en Gironde

EUROPE DIRECT BORDEAUX-AQUITAINE [Site](#)
MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE [Site](#)
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES - BORDEAUX [Site](#)
BBA INSEEC - BORDEAUX / ECOLE DE COMMERCE EUROPEENNE [Site](#)
RADIO CHRÉTIENNE FRANCOPHONE (RCF) - BORDEAUX [Site](#)
**ASSOCIATION POUR L'UNIFICATION DU DROIT DES AFFAIRES EN EUROPE (AUDE) -
BORDEAUX [Site](#)**
GOETHE INSTITUT - BORDEAUX [Site](#)
CENTRE CULTUREL ESPAGNOL CERVANTES [Site](#)
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS CAMOES - BORDEAUX [Site](#)
CENTRE CULTUREL ITALIEN DANTE ALIGHERI - BORDEAUX [Site](#)
ALLIANCE FRANÇAISE BORDEAUX-AQUITAINE [Site](#)



Rejoignez le Mouvement Européen

Le Mouvement Européen-France (ME-F) est une association qui regroupe, au-delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent s'engager en faveur de la construction européenne dans une perspective fédérale.

Sa vocation est de «développer dans le peuple français la prise de conscience de l'Europe et de la communauté de destin des peuples qui la composent».

Les Jeunes Européens-France rassemblent les adhérents de moins de 35 ans du Mouvement

[Mouvement Européen France-Gironde](#) et [Jeunes-Européens-Bordeaux](#)
sont les acteurs locaux du Mouvement Européen.
SUIVEZ NOTRE ACTUALITE SUR FACEBOOK :
[Mouvement Européen France-Gironde](#)
[Les Jeunes Européens Bordeaux](#)

POUR ADHÉRER AU MOUVEMENT EUROPÉEN France :

En ligne : [Adhésion](#)

Par courrier : compléter le [Bulletin d'adhésion](#) et le joindre à votre chèque

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos messages, suivez ce lien :
[Veuillez me retirer de votre liste de diffusion](#)